

(Texte)

(Plus tard)

**M. Boulanger:** Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question à poser au ministre de l'Agriculture, et en son absence, je m'adresse à son secrétaire parlementaire.

Le gouvernement se propose-t-il de nous soumettre, avant la dissolution des Chambres, des mesures agricoles concernant le problème urgent de l'industrie laitière?

(Traduction)

**L'hon. D. S. Harkness (ministre suppléant de l'Agriculture):** Comme l'honorable député le sait, c'est une question qui a fait l'objet de bien des consultations avec les membres de l'industrie laitière; une déclaration sera communiquée à ce sujet d'ici quelque temps.

### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

#### ON DEMANDE COMBIEN TOUCHENT DES PRESTATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. J.-P. Deschatelets (Maisonneuve-Rosemont):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre du Travail une question au sujet de l'engagement pris par son secrétaire parlementaire à la page 2023 du *hansard*, relativement aux chiffres les plus récents des personnes touchant des prestations d'assurance-chômage. Le ministre peut-il nous donner ces renseignements?

**L'hon. Michael Starr (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, je serai heureux de renseigner le député s'il inscrit sa question au *Feuilleton*.

**M. Deschatelets:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. A la page 2023 du *hansard*, le secrétaire parlementaire du ministre a déclaré:

Je n'ai pas ce renseignement ici. Je me le procurerai volontiers à l'intention du député.

Le secrétaire parlementaire répondait alors à une question du député de Bonavista-Twillingate. J'estime que nous avons droit à ces renseignements.

**M. l'Orateur:** Le ministre n'a pas refusé de donner les renseignements voulus. Il a déclaré qu'il s'agit de données statistiques et qu'il préférerait une question écrite.

**L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate):** Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Le ministre lui-même, je crois, n'a pas compris ce qui s'est passé, car il était absent au moment de cet échange de propos. Pendant l'étude des crédits, le secrétaire parlementaire du ministre s'est engagé à fournir ce renseignement. A mon

avis, on ne devrait pas demander à un honorable député, après un tel engagement, de se donner la peine d'inscrire une question au *Feuilleton*. Je suis sûr que le secrétaire parlementaire ne serait que trop heureux de fournir ce renseignement.

**M. R. D. Thrasher (secrétaire parlementaire du ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, à propos de la question de privilège, je dirai que la question m'a été posée, et j'ai assuré à l'honorable député que j'obtiendrais pour lui ce renseignement. On n'a nullement donné à entendre ici que je ne le ferais pas.

**M. Deschatelets:** Avant la dissolution?

**M. l'Orateur:** A l'ordre!

### LES FINANCES

#### INTERPELLATION AU SUJET DE LA FIXATION DU TAUX DU DOLLAR

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. John R. Matheson (Leeds):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances une question découlant d'un article du *Globe and Mail* du 20 mars 1962 intitulé «le dollar au pays des merveilles». Le ministre envisage-t-il un taux fixe?

**L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai répondu régulièrement à des questions de ce genre au cours de la présente session, à peu près tous les deux jours, je pense. Je n'ai rien de nouveau à y ajouter. La Chambre a toujours été tenue au courant du succès très frappant de la politique adoptée par le gouvernement au sujet de la valeur du dollar canadien à l'étranger.

### LE COMMERCE

#### LE MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN—CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Harold E. Winch (Vancouver-Est):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Est-il en mesure de faire part à la Chambre des vues ou opinions qu'il a exprimées au cours d'une réunion à Montréal au sujet de la nécessité de tenir une conférence des premiers ministres des pays du Commonwealth concernant l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen? Pourrait-il nous donner d'autres renseignements en plus de ceux qu'ont publiés les journaux?

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'ai déclaré, en fait, que l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun touchait de si près aux